

JOURNAL DE ROUBAIX

POLITIQUE, INDUSTRIEL & COMMERCIAL

PRIX DE L'ABONNEMENT :
 Roubaix-Tourcoing : Trois mois, 13 fr. 50. — Six mois, 26 francs. — Un an, 50 francs.
 Nord, Pas-de-Calais, Somme, Aisne : Trois mois, 15 francs.
 La France et l'étranger, les frais de poste en sus.

RÉDACTION & ADMINISTRATION
 17, RUE NEUVE, 17
 Directeur-Gérant : **ALFRED REBOUX**
 Bureau à Tourcoing, RUE DES POUTRAIN, 42

ABONNEMENTS ET ANNONCES :
 RUE NEUVE, 17, A ROUBAIX. — A LILLE, RUE DU CURÉ SAINT-ÉTIENNE, 9 bis.
 Paris, chez MM. HAVAS, LAFITTE & C^o, place de la Bourse, 8, et rue Notre-Dame-des-Victoires, 34
 Bruxelles, à l'OFFICE DE PUBLICITÉ.

ROUBAIX, LE 27 JUILLET 1886

Le nouveau cabinet anglais

Le cabinet Gladstone est démissionnaire; le cabinet Salisbury est en formation. Les difficultés qui assaillent nos voisins sont telles que le recrutement d'un ministère est devenu fort malaisé. Autrefois, les crises ministérielles n'étaient, de l'autre côté du détroit, qu'un simple transfert de portefeuilles, un déplacement du pouvoir, et son passage des mains whigs à celles des Tories, ou inversement; elles n'étaient, en un mot, qu'une sorte de formalité. Les deux partis, compactes et disciplinés, avaient toujours leur personnel tout prêt. Aujourd'hui, à la Chambre des Communes, il y a quatre partis au lieu de deux, il n'y a de majorité nulle part, et ce qui est pis, le personnel capable de remplir les premiers emplois se trouve singulièrement réduit, surtout dans les rangs des conservateurs.

Toutefois le calme a été rétabli à 9 heures. Aujourd'hui l'agitation a continué sans que des troubles se soient produits.

Ce soir cependant les rixes recommenceront plus sérieusement. Les rebelles ayant fait des barricades, l'infanterie et la cavalerie déjà consignées, arrivèrent sur les lieux des désordres. On somma les rebelles de se disperser. Sur leur refus les troupes firent feu. On croit qu'il y a un mort et beaucoup de blessés. De nouvelles troupes ont été envoyées, les rixes continuant. Une ré-union socialiste aura lieu ce soir. On craint de nouveaux troubles.

Terrible disette à Labrador et à Terre-Neuve

D'après des nouvelles qui viennent d'arriver ici une disette affreuse règne sur les côtes du Labrador et de Terre-Neuve. Des froids excessifs ont détruit la plus grande partie de la végétation et des troupeaux. On a trouvé quatre-vingts malheureux morts de froid et de faim dans leurs huttes, entre le cap Cludleigh et les îles Mugford. Dans certaines parties du Labrador et de Terre-Neuve, la moitié de la population aurait péri. Le nombre des morts atteindrait 1.500.

Le crime de Noisy-le-Sec

Paris, 26 juillet. — La nuit dernière, les frères Chambrin, Jean, âgé de dix-neuf ans et Louis, âgé de vingt et un ans, demeurant à Komaiyville, rue de Montreuil, ont été atteints rue du Goulet à Noisy-le-Sec, par une bande d'Italiens, qui, après leur avoir cherché querelle pour un motif futile, les ont frappés à coups de couteau. Jean, atteint d'une dizaine de coups de couteau, est mort presque instantanément. Son frère, blessé très grièvement, a été retrouvé sanglant sur la route, vers deux heures du matin, par des marcheurs, et transporté chez ses parents dans un état qui laisse peu d'espoir de le sauver.

Le grand prix de Rome

Paris, 26 juillet. — Le jugement du grand prix de Rome, section de gravure ou taille douce, a été rendu aujourd'hui à deux heures et demie à l'École des Beaux-Arts. Le nombre des concurrents était de six. Grand prix à l'unanimité : M. Patricot, élève de MM. Henriquel-Dupont, Danguin et Cabanel. Le lauréat recevra 750 fr. de la fondation Leprieux et 1.000 fr. de la fondation de la duchesse de Cambas.

Incendie d'une forêt

Un incendie considérable dure depuis deux jours dans la forêt appartenant à la Commune de Saint-Vincent (Hérault). Cinquante hectares ont déjà été dévorés par les flammes.

Agitation en Danemark

Copenhague, 26 juillet. — Le meeting en l'honneur de M. Berg, président du Folkething, a eu lieu hier à Marienlyst. La réunion comptait près de dix mille personnes. L'ordre n'a pas été troublé, quoique M. Berg ait prononcé un discours violent contre le ministère.

Troubles en Ecosse

Londres, 26 juillet. — Des troubles graves ont éclaté à Tیره (nord de l'Ecosse) parmi les petits paysans. Une canonnière avec des troupes de marine a été envoyée de Plymouth pour les réprimer.

M. Baihaut à Nantes

Nantes, 26 juillet. — M. Baihaut a visité aujourd'hui les travaux du canal maritime, il s'est embarqué à 9 h. 15, accompagné de nombreux représentants du conseil municipal et de la Chambre de commerce. Un déjeuner a été servi à bord.

Deux meurtres à Toulon

Toulon, 26 juillet. — Ce soir, au faubourg du Pont-du-Las, un Italien a tué un nommé Gondolla, à la suite de libations.

M. Granet à Marseille

Paris, 26 juillet. — M. Granet est parti dans la soirée à Marseille; il rentrera à Paris jeudi matin.

Après la désaffectation de l'église de l'Assomption, celle des presbytères de Paris. La proposition vient d'être faite au conseil municipal, et l'on ne peut douter un instant qu'elle ne soit adoptée. Il s'agit de rendre à la Ville la disposition de trente-trois édifices, d'une valeur de huit millions environ. Le coup est bon. Il ne s'agit plus que de savoir si le gouvernement se met à en traverser ou approuvera. Il est très vraisemblable qu'il fera les deux : il résistera une première fois pour la forme, et à la seconde il capitulera. On ne l'ignore pas à l'Hôtel-de-Ville et on agit en conséquence.

LES ÉCOLES PUBLIQUES et les Ecoles libres

Nous venons seulement de recevoir le *Résumé des états de situation de l'enseignement primaire pour l'année scolaire 1884-1885*. Le rapport qui le précède est daté du 19 janvier 1886. M. Goblet a donc réfléchi six mois avant de livrer à la publicité cet intéressant volume. Il y a mis le temps. Au surplus, si nous constatons ce retard, ce n'est point pour nous en plaindre. Les amis de l'enseignement n'ont rien perdu par attendre.

L'année dernière, juste à la même date, nous placions sous les yeux de nos lecteurs les chiffres officiels du précédent *Résumé*. Il résultait de ces chiffres que, de l'année scolaire 1882-83 à l'année scolaire 1884-85, l'enseignement libre avait acquis 38,783 élèves. Le progrès s'est-il maintenu ?

Le tableau suivant édifiera sur ce point nos lecteurs :

ENSEIGNEMENT LIBRE CONGRÉGANISTE		
	Année 83-84	Année 84-85
Écoles primaires.	851,593	877,404
Écoles maternelles.	182,500	195,015
	1,034,093	1,072,419

Augmentation : 38,326 élèves.

L'année dernière, le rapporteur du budget de l'instruction publique, M. Antonin Dubost, osa soutenir à la tribune que la clientèle des établissements déclinait d'exercice en exercice. On voit ce qu'il faut penser de cette audacieuse assertion.

L'exercice 1883-84 avait, on se le rappelle, complètement été les champions de l'enseignement officiel. Les écoles de l'Etat n'avaient acquis que 12,113 élèves. Cette infériorité avait causé dans les hautes sphères un vif scandale. Le ministre compétent s'était, paraît-il, indigné que les chiffres officiels attribuaient à l'enseignement libre un bénéfice de 38,783 élèves, et à l'enseignement public une majoration de 12,113 élèves seulement. Les inspecteurs reçurent l'ordre de donner tous leurs soins à la statistique officielle. Les instructions ministérielles n'ont pas été vaines. Voici le tableau que nous trouvons dans le *Résumé* de l'année scolaire 1884-85 :

ENSEIGNEMENT OFFICIEL		
	Année 1883-1884	Année 1884-85
Écoles primaires.	4,421,212	4,463,372
Éc. maternelles.	497,335	511,494
	4,918,547	4,974,866

Augmentation : 56,309 élèves.

Au lieu de 12,113 élèves de l'année dernière, la statistique des établissements officiels en accuse donc cette fois 56,309. Le progrès serait incontestable, si les chiffres étaient sérieux. Malheureusement un haut fonctionnaire de l'instruction publique, fort compétent en matière de statistique scolaire, nous a révélé un détail qui nous interdit d'accepter comme parole d'évangile les chiffres officiels. D'après ce fonctionnaire, les instituteurs publics seraient, dans beaucoup de communes, alligés d'une binc curieuse manie. Partant de ce principe que l'instruction est obligatoire, les honorables magistrats dont il s'agit inscrivirent de droit sur les rôles de leur école « tous les enfants d'âge scolaire ». On voit d'ici les effets d'une telle opération.

Mais, pour justifier ce reproche, nous avons mieux qu'une indication vague. Les documents officiels démontrent eux-mêmes que le nombre des inscrits dépasse de 10 à 15 fois le nombre des enfants présents. Il y a trois ans déjà, l'illustre président de la commission de statistique, M. Levasseur, était frappé de ce phénomène. Soupçonnant le charlatanisme des instituteurs, il exprima le vœu que « des dénombrements sérieux fussent faits à une époque déterminée, pour servir de contrôle aux renseignements fournis par les états de situation. Désireux de donner aux écoles à ce vœu M. Fallières fit procéder à deux enquêtes : la première qui eut lieu le 5 avril 1884, et la dernière le 10 février 1885. Ces deux dates avaient été justement désignées par les inspecteurs comme celles où les écoles sont le plus peuplées. La mauvaise saison est alors en effet passée, et les travaux agricoles sont trop peu importants pour exiger le concours de jeunes paysans. Il semblait qu'un recensement accompli dans des conditions aussi favorables dit attester la sincérité des états de situation. Il n'en fut rien. Le tableau suivant donnera une idée de l'exacuité des inscriptions.

EFFETIF DES ÉCOLES PUBLIQUES		
	Année 1883-84	Année 84-85
Inscrits.....	4,421,112	4,463,372
Volants.....	3,437,543	3,581,963
Diff. en moins.....	983,669	881,409

Mais nous ne sommes pas au bout des irrégularités. Qu'on médite les tableaux qui vont suivre. Le total des enfants existants d'âge scolaire (6 à 13 ans) était d'après le recensement du 31 décembre 1884, de 4 millions 586 mille 349. Les états de situation de l'année scolaire 1883-84 accusent un excédent de 1,196 enfants sur ce total. L'erreur, au somme, n'était pas très grave, et les statistiques même les plus sévères pouvaient passer l'éponge.

Mais nos magistrats officiels ne vont bientôt plus se contenter de cette modeste altération de chiffres. Les inspecteurs leur ont dit que, de 1883 à 1884, les écoles officielles n'ont comptés que 12,000 élèves, pendant que les écoles congréganistes en gagnaient près de 39,000.

« On s'efforce donc de mettre bon ordre à ce scandale. Les instituteurs officiels prennent leur meilleure plume et travail si bien que l'excédent des « inscrits » d'âge scolaire sur les « recensés » du même âge atteint cette fois le chiffre inouï, prodigieux, de 87,167 élèves. *Ou plutôt!* Les écoles françaises arbrent 87,167 enfants de plus que la France n'en possède ! Mais ne fallait-il point que l'enseignement officiel se relevât de l'échec de l'année dernière ?

Les 56,309 élèves conquis par les écoles officielles (primaires et maternelles) ne nous présentent donc qu'une très médiocre garantie. MM. les inspecteurs ont montré trop de zèle, et MM. les instituteurs ont malheureusement surchargé les chiffres. Une majoration de 2 à 3,000 inscrits n'aurait pas éveillés les soupçons ; mais 87,000 quelle maladresse, quel entraînement ! C'était dévoiler la fraude.

Acceptons, toutefois, pour un instant cette statistique suspecte. Avons nous bien lieu de nous affliger des révélations qu'elle nous procure ? A Dieu ne plaise ! Nous livrons à nos lecteurs le dernier tableau que voici :

I. — ÉCOLES LIBRES PRIMAIRES		
	Année 1882	Année 1885
Nombre des élèves	819,040	877,404
Augmentation	57,364	

II. — ÉCOLES PUBLIQUES		
	Année 1882	Année 1885
Nombre des élèves	4,469,340	4,463,372
Augmentation	54,062	

Malgré l'abominable campagne entreprise contre nous, malgré les 800 millions dépensés depuis 1882 en faveur de l'enseignement officiel, l'effectif des écoles n'a donc cessé de croître. Et — phénomène consolant ! — de 1882 à 1885, le mouvement ascensionnel l'est plus accentué dans les écoles catholiques que dans les écoles gouvernementales ! De tels résultats ne doivent-ils pas nous encourager de plus belle à la lutte ?

LES POINTS NOIRS

Nous empruntons ce qui suit à un journal de Bruxelles, le *Patriote* :

Un de nos amis passant récemment par Berlin, a l'occasion d'y rencontrer un des sommités de la police allemande, avec laquelle il se trouve depuis plusieurs années en relations courtoises.

Dans le cours de la conversation, qui avait pour objet la situation politique de l'Europe, son interlocuteur laissa échapper les paroles suivantes :

« Nous avons failli, il y a quelques semaines, déclarer la guerre à la France. »
 Surprise, marques d'incrédulité de notre ami, qui s'enquiert naturellement des motifs d'un aussi grave conflit.

« La présence du général Boulanger au ministère de la guerre, lui fut-il répondu, ne laisse pas de nous donner d'assez vives inquiétudes. Nous le regardons comme un aventurier capable de se lancer dans les entreprises les plus hasardeuses, et nous ne nous rendons pas compte du but qu'il poursuit. D'après les rapports de nos agents secrets, il a massé à proximité de notre frontière des troupes considérables de cavalerie dans des conditions telles que l'invasion du territoire allemand pourrait s'effectuer avec certaines chances de succès. De plus, la participation de fonctionnaires français à des manifestations soi-disant patriotiques, mais en réalité antiallemandes, se produit depuis un certain temps avec une remarquable récurrence.

Il existe, dans les hautes sphères gouvernementales, un groupe influent et nombreux qui estime que ces indices témoignent suffisamment des sentiments irréconciliables de nos voisins et qui pense par conséquent qu'il est de l'intérêt de l'Allemagne de prendre les devants. Ces dispositions hostiles ont été singulièrement renforcées par la haute-volence extrême que le czar a montrée vis-à-vis de la France dans ces derniers temps, alors que son gouvernement agissait au contraire avec une excessive rigueur contre les luthériens de race allemande des provinces baltiques. Le consistoire suprême de l'Église évangélique, qui n'agit, comme chacun le sait, qu'avec l'assentiment exprès de l'empereur, a même fait parvenir à St-Petersbourg une protestation énergique contre ces faits de persécution. Heureusement que le rappel du général Appert et l'expiration des principes ont complètement modifiés les dispositions du czar.

« Quoiqu'il en soit, il y a quelques semaines, il a été tenu un grand conseil auquel assistaient toutes les sommités politiques et militaires à l'effet de discuter la conduite à tenir envers la France. Dans le cours de la discussion, une assez forte majorité s'est montrée partisan d'une action immédiate. L'empereur a alors fait observer que jusqu'ici il avait dans toutes les guerres conduit ses armées au feu, ce que son âge et le déclin de ses forces ne lui permettait plus de faire; de plus, il n'y avait pas eu que l'intervention des fonctionnaires français dans des manifestations hostiles, mais un caractère suffisamment officiel pour motiver un casus belli.

« Cependant, il a été donné, dans une certaine mesure, satisfaction à ce qu'on appelle ici le parti de la guerre, en ce sens que le général, comte de Loë et le statthalter d'Alsace-Lorraine, prince de Hohenthal, ont reçu l'ordre de faire à Paris des démonstrations énergiques et d'annoncer au gouvernement français que si satisfaction immédiate n'était pas donnée à l'Allemagne, celle-ci répondrait à ces provocations par la mobilisation de ses troupes. »

Porquerolles

On a lu hier dans nos télégrammes le compte-rendu des incidents qui viennent de se passer à Porquerolles, une des îles d'Hyères.

Cette île qui mesure huit kilomètres de long sur trois de large, fait l'propriété du duo de Vienne.

Mise en vente en 1881, elle fut achetée au prix de 500,000 francs, par M. Léon de Roussin. Les actes et l'enregistrement portèrent ce chiffre à un million tout rond.

M. de Roussin rêvait d'établir des maisons de plaisance sur les plages et de cultiver la vigne à l'intérieur des terres.

En attendant, il fallait mettre l'île en état. Il engagea de nombreux ouvriers et eut la fatale idée d'aller demander à l'Assistance publique six enfants abandonnés qu'il essayerait de s'attacher.

Six enfants ! lui dit M. Quentin, alors directeur, je connais l'île. Ah ! ils seront heureux, ceux-là ! Mais qu'est-ce que six enfants à côté des quatre mille que nous avons ? Vous avez le bonheur d'être riche. Vous êtes, pour ainsi dire, le roi d'une île déserte. A votre place, j'attacherais mon nom à une grande œuvre. Vous devriez nous rendre une certaine d'enfants. Je vous donnerais les plus mauvais. Là-bas, au grand air, dans le travail des champs, il se perfectionnerait, physiquement et moralement. L'Assistance continuerait à avoir la haute main sur ces enfants jusqu'à l'heure où on pourrait les rendre à la Société. Nous les remplaçons par d'autres et vous nous donneriez par jour et par enfant 75 centimes. Naturellement ils vous coûteraient plus cher que cela, mais ils soigneraient vos terres et vous retrouveriez vos frais.

M. Léon de Roussin fit part de cette proposition à sa femme qui s'enthousiasma. Arracher des enfants aux maisons si cruelles dans lesquelles ils s'élevaient, les élever, les transformer, en faire de véritables hommes, quel de plus beau, surtout pour une femme qui a vainement désiré être mère !

Le 23 août 1883, M. Quentin envoyait à Porquerolles huit enfants dont on n'avait rien pu faire à Gien. Deux mois après, il en envoyait douze de Métray.

Plus tard, la colonie en comptait quatre-vingt-douze.

La nourriture, le travail, les vêtements, les punitions, les récompenses, tout fut réglé entre M. de Roussin et l'Assistance publique. A trois reprises différentes, M. Quentin visita officiellement Porquerolles. Il fut tellement satisfait des résultats obtenus que, l'an dernier, il fit, on s'en souvient, au théâtre du Château-d'Eu, une conférence sur Porquerolles, dans le cours de laquelle il ne ménagea pas les compliments les plus chaleureux à M. de Roussin.

partie qu'ils occupaient dans l'île le nom d'École de viticulture.

C'était la société des officiers de terre et de mer retraités qui avait fourni le principal employé.

Un déplorable hasard voulut que cet employé, qui n'a aucun lien de parenté avec le Tonkinois, s'appelât Ferry. Un professeur de viticulture, par la même hasard, a bien le nom de Bert.

D'autre part, un enfant qui s'était déjà sauvé trente-quatre fois de Villepreux, s'évada de l'École.

Il y était donc bien mal ? On l'y ramena. Il entra des camarades et se sauva de nouveau avec quatre d'entre eux.

L'évasion, dit le code communal, est le premier devoir du prisonnier. On se sauve... pour avoir la liberté, pour être ailleurs qu'à l'endroit où l'on vous contraindrait d'être. Mais il serait naïf de demander à des évadés l'éloge de la maison qu'ils quittent. Ceux qu'on arrêta à Toulon racontèrent qu'ils mangèrent mal à Porquerolles, qu'on les faisait trop travailler, qu'on les traitait cruellement, etc.

Je prends au hasard l'état de la deuxième semaine de janvier dernier.

J'y vois qu'on a donné aux enfants 285 litres de vin et 450 kilos de pain.

Le vin est celui qu'on fait là-bas et que boit M. de Roussin.

Du 1^{er} janvier au 31 mars 86, d'après le rapport de l'économie, on a donné aux enfants : riz, 185 kil.; pommes de terre, 1,672 kil.; viande de boucherie, 325 kil.; porc salé, 425 kil., etc. etc.

Ces chiffres ont été relevés sur des registres ornés de tous les visages possibles et accompagnés de récits.

En apprenant que M. le juge de paix d'Hyères avait tenu compte des déclarations des évadés de Porquerolles, M. de Roussin est immédiatement parti pour Toulon. Je n'ai donc pu le voir. Mais Mme de Roussin me met sous les yeux les nombreuses épitres que, depuis 83, elle a reçues des enfants.

Voici la lettre textuelle du jeune François Henri qu'on a ramassé ivre dans une cave :

Madame,
 Je vous écris ces quelques mots pour vous annoncer une triste chose. Je vous disais dans la dernière lettre que je vous ai envoyée, je vous disais que je me conduirai bien et je n'ai pas tenu à ma parole. Je vous dirai que mercredi j'ai travaillé à la cave et par faute d'écouter les autres, j'ai fait une bêtise. J'ai pris une petite bouteille de vin qui ne contenait pas beaucoup et pour cela M. Lequier m'a privé quinze jours de vin et puni deux dimanches de cellule. Madame, faites-moi dire s'il faut que je continue à porter les galons. Je ne me crois pas digne de les porter plus longtemps.

Ce n'est point là la lettre d'un enfant qui a bien grandi par sa directrice. Sept jours après, nouvelle lettre :

Madame,
 Je suis écrivain quelques mots pour vous dire que je suis content d'avoir reçu votre réponse. Je vous prie de m'excuser de la faute que j'ai commise et j'espère ne plus recommencer de vous rendre aussi de la bonté que vous avez eue de me gracier de la cellule et vous en serez reconnaissant à l'avenir. Vous m'avez dit que vous étiez bien contents de moi avant votre départ et j'espère que vous y serez encore bien plus à votre arrivée.

Ne voilà-t-il pas une gentille petite lettre ? On comprend bien que M. Quentin ait pris à cœur de relever les pauvres enfants abandonnés.

Lisez encore cette lettre :

Madame
 Vous m'excuserai de la liberté que je prend de vous écrire ces quelques lignes. Je vous dirai, Madame, que j'ai eu le plaisir de vous écrire la lettre que vous m'avez écrite. Je vous prie de m'excuser de la faute que j'ai commise et j'espère ne plus recommencer de vous rendre aussi de la bonté que vous avez eue de me gracier de la cellule et vous en serez reconnaissant à l'avenir. Vous m'avez dit que vous étiez bien contents de moi avant votre départ et j'espère que vous y serez encore bien plus à votre arrivée.

Et un millier de lettres semblables.

Mais tous les enfants ne sont pas comme les petits François Henri et Hans.

A l'un des évadés, son père écrivait :

« Oh, je t'en supplie, mon cher Léon, fais des efforts pour que, la prochaine fois, quand je demanderai des renseignements, on m'en donne dont un père n'ait pas à rougir et dont mon cœur n'ait pas à souffrir.

question d'un projet de ce genre. L'événement à démontré que c'était là une simple hypothèse qui ne s'est point réalisée.

Enfin, l'on parle modérément de l'entrevue de Kissingen aurait été se sont produits en France. Quoi qu'il en soit, il ne paraît pas douteux que notre situation intérieure, plus troublée que jamais, aurait donné lieu à cette mise en surveillance de la politique française, dont le *Journal des Débats*, le premier, donna la nouvelle et sur laquelle il revenait encore, hier, dans un article très commenté dans nos différents cercles.

BULLETIN INDUSTRIEL ET COMMERCIAL

Paris, 26 juillet.
 Le marché est toujours actif, surtout sur les places de Roubaix et de Tourcoing; les achats portent spécialement sur les laines de La Plata, qui gagnent faveur, et, depuis notre dernier bulletin, ont certes bien gagné de 25 à 30 c. au kilo, ce qui reporte la valeur des peignées, bonnes sortes courantes, de 5.75 à 6 fr. le kilo.

La place de Reims est aussi très active, mais cependant moins fiévreuse que celle de Roubaix.

Dans la première, ainsi que dans le rayon de Fournes, on recherche des peignées premières et premières de France dans les prix de 5.50 à 6.75 provenance de Brie et de Beauce.

Quant aux laines de nos pays, il y a eu le mouvement et s'enlève avec la même ardeur que les autres laines. Leurs prix ont monté de 10 à 15 cent. Les qualités choisies se paient de 1.30 à 1.35/40 et les qualités plus fines de 1.50 à 1.70.

La hausse semble donc sérieusement établie, d'autant plus qu'elle est causée par la vente des tissus pour lesquels de fortes commissions sont données non seulement pour l'extérieur, mais encore pour l'Amérique.

La laine se consomme donc et ne reste plus dans les mains de la spéculation.

Voici les cours de Paris :
 Laines courtes : Métis, 1.30 à 1.50; bas-fin, 1.20 à 1.30; haut-fin, 90 centimes à 1.30; communes, 75 à 95 cent.

ANVERS, 26 juillet.
 Il a été traité 16 balles de laine de La Plata en suite; 84 balles Australite dito et 35 balles du Cap de Bonne-Espérance dito.

MARSEILLE, 24 juillet.
 On a vendu 100 balles de laine de Sigouyes Kustendj, nouvelle récolte, à fr. 135.

NANCY, 25 juillet.
 Les laines de pays sont médiocrement recherchées sur les rares filets de la contrée; il y a cependant encore pour belle sorte à 3.50; bonne sorte à 3 fr.; ordinaire de 2.25 à 2.50.

Mouvement maritime Lamier

Le Havre, 27 juillet.
 Avis de MM. Aubé, Dumanoir et Depoy.
 Les steamers *Rio-Negro* et *Delgrano* viennent d'arriver de La Plata, le premier portant 235 balles de laine de Buenos-Ayres; le second 60 balles de Buenos-Ayres.

DUNKERQUE, 27 juillet.
 Le steamer *Parana*, des Chargeurs-Réunis, venant de Dunkerque et Le Havre, a passé à Ténérife le 23 juillet, allant à La Plata, prendre charge en laine pour ses destinations.

IMPORTATION FRANÇAISE ET ÉTRANGÈRE DANS LA RÉPUBLIQUE ARGENTINE

Une correspondance de Buenos-Ayres, rapportée par le *Moniteur officiel du Commerce*, contient sur nos relations commerciales avec la République Argentine de précieuses indications.

Nous en donnons quelques extraits :
 « Il y a beaucoup à faire pour l'industrie française, mais nous avons à lutter contre une concurrence très vive de la part de nos voisins, qui ne craignent pas de venir eux-mêmes, comme chefs de maisons, solliciter les acheteurs et se mettre au courant des besoins du pays. »

« Tout le monde est d'accord pour reconnaître la supériorité de nos produits, mais la question de prix se représente sans cesse. Il faut, du bon marché, du bon marché, qu'il faudrait un peu plus de besoins du pays. »

« Nous ne pouvons plus parler de notre goût, de nos beaux dessins; nos voisins nous ont, de notre côté, la copie faite, il ne reste plus que la différence de qualité souvent bien difficile à reconnaître. »

« Ainsi d'après les statistiques officielles des importations, la France seule est en croissance.

« D'autre part, l'industrie italienne a accompli, depuis quelques années, des progrès considérables, et nous nous en rendons bientôt de ce côté une concurrence assez redoutable que celle de l'Allemagne. »

« Nous nous laissons ainsi devancer par une concurrence étrangère, nous ne voulons pas nous en laisser aller sans nous défendre. Nous ne savons pas suffisamment nous plier aux exigences des acheteurs, nous voulons imposer notre goût et nos produits, sans tenir compte des habitudes et des usages des lieux de consommation.

« Vous le voyez, nous avons une